

2015/04

LE RACISME EN 2015 L'extrême-droite « new look », vecteur des nouveaux racismes

par PASCAL DE GENDT

*Analyses &
Études*
Questions sociales



Nos analyses et études, publiées dans le cadre de l'Education permanente, sont rédigées à partir de recherches menées par le Comité de rédaction de SIREAS sous la direction de Mauro Sbolgi, éditeur responsable. Les questions traitées sont choisies en fonction des thèmes qui intéressent notre public et développées avec professionnalisme tout en ayant le souci de rendre les textes accessibles à l'ensemble de notre public.

Ces publications s'articulent autour de cinq thèmes

QUESTIONS SOCIALES
DROITS DE L'HOMME
MIGRATIONS
POLITIQUE INTERNATIONALE
ÉCONOMIE

Toutes nos publications peuvent être consultées et téléchargées sur nos sites www.lesitinerrances.com et www.sireas.be, elles sont aussi disponibles en version papier sur simple demande à educationpermanente@sireas.be



**Service International de Recherche,
d'Éducation et d'Action Sociale asbl**
Secteur Éducation Permanente
Rue du Champ de Mars, 5 – 1050 Bruxelles
Tél. : 02/274 15 50 – Fax : 02/274 15 58
educationpermanente@sireas.be
www.lesitinerrances.com – www.sireas.be

Avec le soutien
de la Fédération
Wallonie-Bruxelles



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Comme nous l'avons décrit, dans la première partie de cette série d'analyses, consacrée au racisme en 2015, les anciennes formes de xénophobie (racisme biologique, liaison entre immigration et insécurité, clichés de l'étranger profiteuse de notre système d'aides sociales,...) cohabitent désormais avec de nouvelles manières d'envisager les relations entre cultures. De la même manière, en Europe occidentale du moins, les partis représentant l'extrême-droite raciste « traditionnelle » ont vu arriver sur la scène électorale des formations qui utilisent, et promeuvent, les nouvelles formes de racisme pour accroître leur popularité. Mais pas question de coexistence ici, le but de ces nouveaux partis, ou anciens partis rénovés, est bien de capter l'électorat d'extrême-droite et de l'élargir en s'éloignant de certaines méthodes trop musclées et discours trop choquants. Nous allons analyser dans cette publication de quelle manière cette extrême-droite au visage, en apparence, plus avenant contribue à la diffusion du racisme dans notre société. Pour ce faire, nous explorerons deux cas que nous connaissons bien en Belgique francophone, ceux de la NVA et du Front National français.

POPULISME ET EXTRÊME-DROITE DÉMOCRATIQUE

Si, en Belgique francophone, les partis d'extrême-droite n'ont jamais vraiment percé, faute de figures charismatiques et de crédibilité politique, il n'en va pas de même partout. En Flandre, le Vlaams Blok est monté en puissance tout au long des années 90 pour atteindre son apogée avec pratiquement 12% aux élections fédérales de 2003 (1) et 24,2% aux élections régionales flamandes de 2004 (2). La politique du « cordon sanitaire » appliqué par les autres partis flamands à l'égard du VB l'empêchera cependant

d'entre dans un gouvernement. Lors des élections suivantes, transformé en Vlaams Belang, il perdra peu-à-peu de sa superbe. En France, le Front National de Jean-Marie Le Pen s'imposera également dans les années 80 et 90 comme une force montante et atteindra, en 2002, le second tour de l'élection présidentielle qu'il perdra.

Cette extrême-droite là et sa haine explicite de l'étranger, mais aussi ses racines nazies toujours apparentes et sa vision totalitaire, attire les votes de protestation mais fait encore trop peur que pour être sérieusement considérée comme un parti pouvant exercer le pouvoir. Tout au long de son ascension, elle a cependant distillé un poison raciste. En démontrant qu'il existait un électorat attiré par un vote xénophobe, elle a poussé certains partis traditionnels à aller pêcher des voix en reprenant, de manière plus policée, les mêmes thématiques. Aidés par certains médias, qui abordent systématiquement les questions d'immigration et d'intégration sur leurs jours les plus sensationnalistes, elle a ainsi fait percoler ses stéréotypes racistes, puisqu'ils lient une origine géographique à certains comportements, dans l'esprit de la population.

Le terrain était donc prêt pour l'apparition d'un nouveau type de formations politiques qui exploiteront les mêmes thèmes mais de manière différente. On les classe parfois sous l'étiquette populiste ou « nouvelle droite » mais nous préférons celui d' « extrême-droite démocratique ». En effet, ces formations, contrairement à l'extrême-droite traditionnelle marquée par son passé antiparlementariste, acceptent les règles du jeu démocratique. Elles polissent leurs discours et prennent leurs distances avec les « vieilles » formations d'extrême-droite. Elles refusent même cette étiquette et condamnent, verbalement du moins, leurs adhérents qui se laisseraient aller à des discours ou provocations à caractère xénophobes en public.

LE FN : AUTRE LANGAGE, MÊME PROGRAMME

Cette voie a, par exemple, été suivie avec succès par le Front National français. En rompant avec les manières de son père, représentant d'un FN provocateur et outrancier, Marine Le Pen a réussi à faire de sa formation un challenger crédible à la traditionnelle alternance entre la gauche et la droite.

La rupture a également eu lieu au niveau du langage. Comme le note le quotidien Libération (3) : « *Marine Le Pen aborde presque aussi souvent la question de l'immigration que son père. Mais à la vision culturaliste et biologique des races, elle substitue un discours à base de concepts : ce ne*

sont pas les «immigrés» (40 occurrences dans les discours analysés contre 330 chez son père) qui lui posent problème, ce sont «l'immigration», «la politique migratoire» ou «l'islam». Elle donne une vision comptable de la question, sans visage. Alors que son père associait au mot «immigration» les mots de «danger», «menace», «perte», elle s'en distingue en les accolant aux mots «protection», «coût», «salaire», «baisse», «euro». Mais l'un comme l'autre associent l'immigration à l'«insécurité» ou l'«identité». À la «préférence nationale» de son père, Marine Le Pen a substitué l'expression «priorité nationale». À une tournure qui renvoyait à une pratique inégalitaire, au fait du prince, elle préfère le mot «priorité» qui évoque un esprit de sérieux, de gestion du pays. Pourtant les deux mots signifient exactement la même chose. On a oublié à quel point la laïcité était une abomination pour le FN. Jean-Marie Le Pen parle de «laïcards», de «laïcistes». Depuis, Marine Le Pen s'est emparée de la laïcité, mais dans ses discours, les mots qui lui sont les plus fréquemment associés sont «violation», «communautarisme», puis «loi», «plier», «revendications» et «immigration». C'est l'immigration extra-européenne qui est visée. Marine Le Pen a fait un coup de force sémantique : la laïcité devient le garant de l'identité chrétienne de la France. Elle a récupéré et perverti de la même manière les notions de féminisme ou d'État. »

Cette mutation, bien qu'elle ne change pas les bases du programme du parti, a créé quelques remous dans la sphère d'extrême-droite en France. Pour les plus extrémistes, le Front National de Marine Le Pen ne se montre plus assez radical sur certains sujets. Ce qui n'a pas empêché environ 200 candidats frontistes aux récentes élections départementales de continuer à répandre publiquement, le plus souvent via les réseaux sociaux, des discours de haine. Le discours officiel est de minimiser le nombre de cas et d'assurer qu'ils seront suspendus, voire exclus, par les instances du parti. Dans la réalité, c'est loin d'être le cas (4). Donner l'apparence d'un changement, tout en ménageant l'ancienne base électorale, est une tactique qui a payé puisque, désormais, le FN fait jeu égal avec les socialistes et une droite classique qui a choisi de nager dans les mêmes eaux troubles et n'hésite plus à utiliser le même type de discours sur certains sujets comme l'immigration ou la défense de la laïcité.

LA NVA ET LES MAUVAIS IMMIGRÉS

En Belgique, un exemple-type de cette mutation politique est offert par la NVA, un petit parti nationaliste issu de l'éclatement de la Volksunie qui va devenir en peu de temps, la formation politique la plus importante du pays. Pour y arriver, elle a réussi à attirer un électorat large en mettant en avant plusieurs thèmes : la demande d'autonomie, et à terme d'indépendance,

de la Région flamande, un programme économique néolibéral et un conservatisme social. Mais si la NVA a pu assurer son succès, c'est notamment parce qu'elle a réussi à littéralement cannibaliser l'électorat du Vlaams Belang. Une étude interuniversitaire a ainsi estimé que 44,4% des électeurs qui avaient voté pour le parti flamand d'extrême-droite lors des élections de 2010 ont préféré choisir la NVA en 2014 (5). Pour arriver à ce résultat, le parti de Bart De Wever n'a pas compté que sur son nationalisme et son programme socio-économique. Même si elles ont moins été mises en avant, il a aussi pu compter sur ses positions radicales en matière d'immigration.

Nous avons déjà évoqué dans une précédente publication, le « Coffret d'introduction. Migrer vers la Flandre » qu'en 2012, le ministre flamand des Affaires Intérieures, qui était alors Geert Bourgeois (NVA), mettait à disposition des migrants désireux de s'installer en Flandre (6). « *Une somme caricaturale de clichés mais représentative d'une vision globale de l'immigré comme une personne devant changer ses usages culturels s'il veut trouver sa place dans notre société* », écrivions-nous. Lorsque le même parti, après les élections communales de 2012, accéda à la tête de la ville d'Anvers, nous avons également relevé, au vu de ses premières décisions, que la stigmatisation des étrangers était une des pierres angulaires de sa politique locale (7). Son accession au gouvernement fédéral a rendu les choses encore plus claires.

Le parti a ainsi balayé d'un revers de la main, la participation récurrente de certains de ses cadres, dont le ministre de l'Intérieur Jan Jambon et le secrétaire d'État à l'Asile et aux Migrations Theo Francken, à des célébrations en l'honneur de grandes figures de la collaboration flamande durant la Deuxième Guerre mondiale. Des hommes qui sont, certes, considérés comme des héros du nationalisme flamand mais qui ont, à cette époque, pleinement embrassé le régime hitlérien et qui, pour certains, ont fondés ou fait partie de groupuscules néo-nazis par la suite. Cela témoigne, pour le moins, de l'arrière-fond idéologique dans lequel baigne une partie des élus de la NVA. Depuis son accession au gouvernement, la NVA a également régulièrement donné des gages à son électorat provenant de l'extrême-droite. Il y a la politique migratoire très stricte, et envisagée principalement sous l'angle de l'expulsion, de Theo Francken. Un homme qui, en 2011 alors qu'il n'était encore que député, avait publié sur sa page Facebook : « *Je peux me figurer la valeur ajoutée des diasporas juive, chinoise et indienne mais moins celles des diasporas marocaine, congolaise ou algérienne.* » (8)

Autre geste : alors qu'il doit désigner un administrateur issu de ses rangs pour le Centre interfédéral pour l'Égalité des Chances, le parti flamand porte son choix sur Matthias Storme, un avocat qui s'était opposé en son temps à la loi anti-discrimination jugée non-démocratique – il considère que discriminer est un droit – et qui, en 2004, après la condamnation du Vlaams Blok pour racisme avait déclaré que voter pour ce parti était devenu pour lui une obligation morale. Enfin, le président du parti lui-même, Bart De Wever, à la fin du mois de mars avait fait plusieurs déclarations scandaleuses lors de l'émission télévisée « Ter Zake » sur la chaîne publique flamande VRT. Il avait notamment considéré que le racisme était une notion relative, souvent invoquée pour justifier des échecs personnels par certains groupes de populations comme la communauté marocaine, « *surtout les Berbères.* » Ajoutant qu'il n'avait jamais rencontré un migrant asiatique se disant victime de racisme. Lors de la même émission, il confirmait ses propos tenus quelques jours auparavant selon lesquels, la Belgique avait pendant trop longtemps autorisé à venir la « *mauvaise sorte de migrants en masse.* » (9) Cette mauvaise politique d'immigration étant la raison pour laquelle des jeunes musulmans se radicalisaient. Soit, un bon cocktail d'accusations, d'amalgames et de clichés qui a provoqué des réactions face auxquelles le parti a eu beau jeu de se présenter comme celui qui disait tout haut certaines vérités que « les bien-pensants » préfèrent cacher.

Tout cela révèle la philosophie du parti en matière d'immigration. Elle peut être résumée ainsi : aux yeux de la NVA, il y a des bons et des mauvais immigrés. Les premiers étant ceux qui ont les moyens de vivre en Belgique sans faire appel aux aides sociales et qui s'assimilent complètement à l'image traditionaliste et conservatrice que se fait ce parti de notre société. Les autres, les « mauvais immigrés » n'ayant pas à se plaindre des mauvais traitements et des discriminations rencontrées puisqu'ils n'ont pas tout fait pour s'intégrer.

On le voit les deux partis que nous évoquons présentent, malgré leurs différences sur beaucoup de points, bien des points communs dans leur discours quand il s'agit d'immigration : le rejet de certaines catégories de populations au nom de la « bonne administration » (goed bestuur, en néerlandais) et de la gestion efficace de l'État ; un nationalisme qui stigmatise ceux qui ne sont pas considérés comme de « bons Français » ou de « bons Flamands » et qui mettent soi-disant en danger l'identité et la cohésion nationale et un discours sécuritaire qui, implicitement, lie immigration et insécurité. Des raisonnements qui sont évidemment le ferment d'un racisme qui peut ainsi se répandre dans la société sous une forme rationnelle et banalisée.

UNE BANALISATION INQUIÉTANTE

En Belgique, comme en France, cette banalisation est de plus en plus palpable. Il y a quelques semaines, la Commission nationale consultative des Droits de l'Homme (CNCDH), organe français chargé notamment de la lutte contre le racisme relevait dans son rapport : « *la recrudescence des préjugés antisémites ; la montée de l'intolérance à l'égard des rites de l'islam ; la banalisation du racisme à l'égard des Roms tant biologisant que culturel ; l'émergence d'une conception dévoyée de la laïcité et du principe de neutralité de l'État comme rempart à l'Islam, en ce que la laïcité n'est plus un outil d'apaisement mais un prétexte au rejet des différences.* » (10). La hausse de l'islamophobie et de l'antisémitisme sera analysée dans notre publication suivante.

Le même rapport évoquait aussi le développement « insoutenable » du racisme sur Internet. Ce dernier constat est également valable pour la Belgique, il suffit d'aller le constater dans les espaces dédiés aux commentaires sur les sites d'information ou un réseau social comme Facebook, et sans doute pour l'ensemble du monde connecté. Le plus frappant, à part la violence et l'inhumanité de certaines opinions que les responsables de certains sites ne prennent même plus la peine de modérer, est que ces commentaires se font désormais à visage découvert. Comme s'il était devenu légitime d'écrire des atrocités clairement racistes. En l'absence de chiffres belges récents, le dernier rapport du Centre pour l'Égalité des Chances reprenant des chiffres de 2012, c'est un phénomène qui marque bien la banalisation dont nous parlons. Autre exemple : en mars, le philosophe bruxellois Bleri Lleshi lançait une campagne sur Twitter. Il demandait aux victimes du racisme au quotidien de témoigner sur le réseau social en signant du « hashtag » #DailyRacism. L'initiative a fait couler de l'encre en Flandre, beaucoup moins du côté francophone. En quelques jours, des milliers de « tweets » ont ainsi révélé un certain nombre de remarques, gestes et attitudes vécues comme étant du racisme, même s'ils semblaient anodins pour leurs auteurs. Preuve que ce racisme, pas toujours conscient, est bien ancré dans la population. On remarquera aussi que, très vite, ces témoignages ont été mélangés à des « tweets » racistes (11).

Cette banalisation du racisme, voire l'attitude de plus en plus offensive des personnes se déclarant racistes, est évidemment inquiétante pour l'avenir de notre société. Il nous semble donc que le « vivre ensemble » devrait être un chantier prioritaire pour nos dirigeants. Malheureusement, la philosophie du principal parti du pays, et l'attitude passive de ses partenaires de gouvernement, ne laisse rien augurer de bon en la matière.

BIBLIOGRAPHIE

(1) La Chambre – Sénat de Belgique, « Les résultats généraux des élections au niveau du Royaume » (en ligne) c 2008 (Consulté le 1/04/2015) Disponible sur : <http://www.elections.fgov.be/index.php?id=103>

(2) Université Libre de Bruxelles, « Les partis politiques en Belgique – Le Vlaams Belang » (en ligne) c 2013 (Consulté le 1/4/2015) Disponible sur : <https://dipot.ulb.ac.be/dspace/bitstream/2013/107772/1/Pauwels%20PARTIS%20POLITIQUES.pdf>

(3) Libération, « Marine Le Pen pique les concepts de ses adversaires pour les dévoyer » (en ligne) c 2015 (Consulté le 10/02/2015) Disponible sur : http://www.liberation.fr/politiques/2015/02/09/marine-le-pen-pique-les-concepts-de-ses-adversaires-pour-les-devoyer_1199009

(4) Rue 89, « Le FN ne soutient pas ses candidats « à problèmes » ? Tu parles ! » (en ligne) c 2015 (Consulté le 25/03/2015) Disponible sur : <http://rue89.nouvelobs.com/2015/03/25/fn-soutient-candidats-a-problemes-parles-258357>

(5) La Libre Belgique, « L'autre résultat des élections du 25 mai » (en ligne) c 2014 (Consulté le 2/4/2015) Disponible sur : http://cevipol.ulb.ac.be/sites/default/files/Contenu/Cevipol/lalibre_shift.pdf

(6) Siréas asbl, « Parcours d'intégration : un pas en avant mais pas suffisant » c2013 Disponible sur : <http://www.lesitinerrances.com/site/images/stories/analyse2013/int13/int1301.pdf>

(7) Siréas asbl, « Racisme et liberté d'expression » c 2013 Disponible sur : <http://www.lesitinerrances.com/site/images/stories/analyse2013/int13/2013-17int.pdf>

(8) RTBF.be, « Theo Francken doute de la valeur ajoutée des Marocains et des Congolais » (en ligne) c 2014 (Consulté le 3/4/2015) Disponible sur : http://www.rtbf.be/info/societe/detail_theo-francken-doute-de-la-valeur-ajoutee-des-marocains-et-des-congolais?id=8378856

(9) La Libre Belgique, « De Wever : Je n'ai jamais rencontré un migrant asiatique qui se dise victime du racisme » (en ligne) c 2015 (Consulté le 23/3/2015) Disponible sur :

<http://www.lalibre.be/actu/belgique/de-wever-je-n-ai-jamais-rencontre-un-migrant-asiatique-qui-se-dise-victime-de-racisme-5510762d3570c8b952c902d7>

(10) Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH), « La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie – Rapport 2014 » (en ligne) c 2015 (Consulté le 10/04/2015) Disponible sur : <http://www.cncdh.fr/node/1135>

(11) RTBF.be, « Journal du web : #DailyRacism, la Flandre débat du racisme ordinaire » (en ligne) c 2015 (Consulté le 25/3/2015) Disponible sur : http://www.rtbf.be/info/emissions/article_journal-du-web-dailyracism-la-flandre-debat-du-racisme-ordinaire?id=8939899

